

Texte Cne Virginie Gradella Photos Adc Jean-Luc Brunet

De l'autre côté de l'atlantique, dans un milieu atypique et isolé, des aviateurs évoluent dans une zone inhospitalière. Leur rôle: préserver la souveraineté de l'État français à travers deux missions permanentes, la sécurité du centre spatial de Kourou et la lutte contre l'orpaillage clandestin.

a Guyane est le département d'outremer français isolé sur le continent sud-américain, à 7000 km de la métropole. Malgré son éloignement géographique, elle fonctionne selon les lois de l'État français tout en prenant en compte les règles d'un milieu atypique et exigeant. La topographie guyanaise, hors normes, dicte les règles. Les fleu-

hydrographique très dense. Pour se déplacer rapidement, une solution, le transport aérien et donc, l'armée de l'air! L'un des acteurs de poids sur la scène équatoriale, elle met la base aérienne 367 de Cayenne et ses aviateurs au service de deux missions fondamentales: la protection du centre spatial de Kourou et ves et les cours d'eau sont les seules voies de la participation à la lutte contre l'orpaillage

coptères de manière permanente, que ce soit pour la mise en place d'un dispositif Masa (mesure active de sûreté aérienne) lors des tirs de fusées ou pour le convoyage d'effectifs de la gendarmerie et de l'armée de terre sur des zones de trafic d'or. L'armée de l'air en Guyane, outre un engagement opérationnel, c'est également un rayonnement local avec

misme du bassin d'emploi guyanais. D'autant plus que l'arrivée de vecteurs aériens supplémentaires du site martiniquais, qui a fermé le 31 juillet 2012, a demandé l'agrandissement des infrastructures. Des travaux d'envergure ont ainsi nécessité un recours à des sociétés privées, elles-mêmes recrutant de la main

un impact économique. Elle favorise le dynad'œuvre locale. ■ V.G.

	ENTRE CONQUÊTE DE L'ESPACE ET RUÉE VERS L'OR	P.34
::	UN SOUFFLE NOUVEAU POUR L'ÉCONOMIE	P.40

Entre conquête de l'espace et ruée vers l'or

La Guyane regorge de richesses et suscite bien des convoitises. Pour la protéger, deux opérations permanentes sont menées, l'une tournée vers le ciel, l'autre vers la terre.



itan et Harpie. Deux termes aux significations multiples: personnages de la mythologie grecque, noms d'animaux (aigle pour le premier, capricorne pour le deuxième) ou encore, surnom du principal satellite de la planète Saturne en ce qui concerne Titan. Pour la base aérienne 367 «Capitaine François Massé » de Guyane, ce sont surtout les appellations symboliques de deux missions majeures. L'opération *Titan* se rapporte ainsi à la protection du centre spatial, tandis que l'opération Harpie consiste à lutter contre l'orpaillage clandestin. «L'organisation du site guyanais est unique, différente de celles des autres bases aériennes d'outre-mer », souligne le colonel Benoît Garcia, commandant la base. Titan et Harpie plongent quotidiennement les militaires au cœur des opérations.

La responsabilité de l'opération *Titan* incombe à l'ensemble des forces armées en Guyane (FAG), composée des trois armées et complétée par la gendarmerie. Les FAG assurent ainsi la protection du centre spatial 365 jours par an, 24 h/24. L'armée de l'air assume, avec le concours ponctuel des avions de la marine nationale, la sûreté aérienne. Elle est aussi en charge de la surveillance de l'espace (trajectoire des satellites pour éviter les collisions, débris à localiser...). Pour remplir ces deux missions, le personnel du centre de contrôle militaire (CCM) veille. Implanté

La base guyanaise est la gardienne de la porte des étoiles



dans le périmètre d'activité du centre spatial à Kourou, le CCM dispose du radar de défense aérienne Centaure, bientôt remplacé par le GM 406, qui surplombera la zone depuis le mont Vénus et doublera notamment sa surface de détection en haute altitude. Les effectifs de la base aérienne, à 55 kilomètres de là, sont également sur le qui-vive. L'escadron d'hélicoptères outremer (EHOM) 68 «Guyane» tient ses hélicoptères de type Fennec en alerte à faible préavis, ainsi que ses deux équipes de tireurs d'élite. La souveraineté du ciel guyanais et la protection des installations dédiées, notamment, à l'assemblage des fusées Ariane, Soyouz ou Vega, à leurs pas de tir respectifs et au poste de commandement Uranus sont ainsi préservées en permanence. Cette mobilisation constante s'intensifie à chaque lancement de fusée, soit une fois par mois en moyenne. Les aviateurs déploient alors un dispositif renforcé et activent un protocole étroitement mis au point avec le centre spatial. «La base des Amériques est la gardienne de la porte des étoiles», aime à déclarer le colonel Garcia. Et pour cause, la base aérienne 367 a été initialement créée pour accompagner la France dans sa conquête de l'espace.

Autour d'un lancement, le climat devient électrique. Tout est minutieusement « séquencé » autant du côté des experts du centre spatial que du côté de l'armée de l'air. Chaque participant est sur la brèche dès neuf heures avant le décollage pour se terminer parfois neuf heures 30 après. Un retard éventuel dans l'enchaînement des actions menant au lancement exige de conserver le dispositif actif, ce qui nécessite organisation, endurance et extrême vigilance. La phase cruciale est celle où la fusée est exposée à la vue. Les hélicoptères Fennec et une équipe de tireurs d'élite à leur bord sont alors particulièrement sollicités. Ils appuient la surveillance conduite au sol par les légionnaires. Ils patrouillent également au-dessus d'une surface de 700 km² abritant les installations du centre spatial, une zone interdite au survol. Le colonel Garcia, en tant que haute autorité de défense aérienne (HADA), est lui-même impliqué dans

Page de gauche, centre spatial de Kourou. En haut, les hélicoptères de l'EHOM « Guyane » apportent un soutien aux forces déployées au sol. En bas, tireur d'élite à bord d'un hélicoptère Fennec lors d'une mission de surveillance du centre spatial.



Guyane: escale en terre inconnue



Un soutien aéronautique nécessaire aux hommes de terrain pour exploiter leur savoir-faire

le processus. Présent dans la salle de contrôle baptisée Uranus, assis à l'un des 40 pupitres aux premières loges du lancement, il constitue l'un des maillons de l'autorité décisionnelle susceptible d'être sollicité lorsqu'une anomalie se présente. « Il existe une relation directe entre le centre spatial guyanais et l'armée de l'air, car le commandant de la base aérienne est un acteur à part entière, explique-t-il. En cas de crise, il doit pouvoir intervenir comme décideur auprès du préfet, en étant en connexion directe avec la salle de lancement Uranus. »

Le scintillement des étoiles importe peu aux orpailleurs illégaux, draguant l'or en tee-shirts et bottes dans un véritable Eldorado des temps modernes. S'opposant aux forces de l'ordre françaises, ils tentent de s'établir au cœur d'une forêt équatoriale hostile. Interministérielle et interarmées, l'opération *Harpie* est aussi menée conjointement par les FAG et la gendarmerie de Guyane, d'ailleurs dotées d'un état-major opérationnel commun exclusivement dévoué à la lutte contre l'orpaillage clandestin. Sur le terrain, les gendarmes exercent l'autorité judiciaire et procèdent à des arrestations et à des saisies, avec l'appui des unités de l'armée de terre.

L'armée de l'air n'est pas en reste. Le soutien aéronautique qu'elle fournit, complémentaire, facilite le travail des militaires sur le terrain. L'avion de transport Casa et les hélicoptères (Fennec et Puma) de l'EHOM «Guyane» décollent plusieurs fois par semaine: le premier pour transporter fret et personnel sur des lieux éloignés et inaccessibles par des moyens traditionnels, le second pour fournir un appui-feu et collecter du

renseignement. Quant aux Puma, ils favorisent le déploiement des effectifs par poser ou par largage en corde lisse, au cœur de l'action. L'escadron «Guyane» assure également des évacuations sanitaires, véritable assurance-vie du personnel dans un environnement hostile. La chaleur et l'humidité ne pardonnent pas. Le seul moyen de survie reste l'évacuation par hélicoptère, vecteur à même d'accéder, en moins de deux heures, sur n'importe quelle zone. «C'est un monde bien particulier et y intervenir est une expérience extraordinaire, raconte le lieutenant-colonel Bernard Tardy, commandant de l'EHOM jusqu'en juillet 2012. Il est très difficile et rare de surprendre les orpailleurs...»

Sur ce territoire grand comme l'Autriche, à 96 % recouvert de forêt tropicale, la difficulté réside dans la localisation des orpailleurs. « Avant, on courait au gré des informations collectées, constate le général Bernard Metz, commandant des FAG. Nous avions oublié qu'en face de nous évoluaient des organisations réelles sur lesquelles on pouvait appliquer une approche systémique, nous avons donc fait évoluer notre stratégie. » La nouvelle approche consiste aujourd'hui à savoir où « taper » pour avoir le maximum d'impact sur les organisations d'orpaillage illégal. Il faut aussi savoir préserver l'effet de surprise, ce qui nécessite d'éviter le réseau de « sonnettes », point fort des orpailleurs. Ce réseau

En haut, le personnel de l'armée de terre et des gendarmes recherchent des campements d'orpailleurs illégaux. Ci-contre, les hélicoptères collectent notamment du renseignement.







L'opération Harpie vise à neutraliser l'orpaillage illégal

consiste en de nombreux guetteurs disséminés en de multiples points, à la sortie de la base aérienne ou autre site, des FAG par exemple, pour identifier les mouvements des militaires. Ils sont postés à la cime d'un arbre ou dans une pirogue, et gardent le contact les uns avec les autres au moyen de radios et portables satellitaires. «On a l'impression que tout déplacement par voie fluviale ou routière est détecté et que les orpailleurs sont informés de nos moindres faits et gestes, décrit le général Metz. La voie aérienne est le seul moyen de les surprendre, surtout quand on est à plus d'une heure d'avion des principaux terrains.» Le commandant Catherine Hemez est l'un des aviateurs affectés au sein de l'état-major des FAG dédié à la lutte contre l'orpaillage. «Pour déjouer le réseau des sonnettes, il faut miser sur l'imprévisibilité, insiste-t-elle. Nous essayons sans cesse d'innover, en utilisant des tactiques différentes, en combinant les moyens, aéronautiques et fluviaux par exemple, et en ne respectant aucun horaire.» Elle ajoute: «Il faut toujours être dans la surprise, donner le change, utiliser la déception et frapper un grand coup, là où ils ne s'y attendent pas. L'objectif est de leur casser le moral. » La réalité des choses demeure cependant implacable. «L'action des FAG cherche à neutraliser l'orpaillage illégal, pas à évincer tous les garimpeiros qui se livrent à cette activité », tempère le général Metz. Les orpailleurs illégaux sont, pour la plupart, des Surinamais et des Brésiliens venus chercher fortune en Guyane. Ils constituent une véritable « mafia », n'hésitant pas à avoir recours à la violence.

Ci-dessus, opération de destruction du matériel d'orpailleurs illégaux dans un carbet.

L'opération *Harpie* est méconnue des Français de métropole... jusqu'à récemment, le 27 juin 2012, date tragique à laquelle deux marsouins du 9e régiment d'infanterie de marine ont été tués et deux gendarmes ont été blessés par les orpailleurs lors d'une opération à Dorlin. Dans cette partie du globe, à 7 000 km de la métropole, la lutte contre l'orpaillage est impérative pour des raisons judiciaires et économiques. «*En Guyane, nous sommes en France, c'est donc l'État de droit qui s'impose. Les lois existent et doivent être respectées*», décrète fermement le colonel Garcia.

Les questions environnementales et sociales combinées constituent également des enjeux de taille. Les orpailleurs illégaux polluent les rivières en rejetant des boues mêlées de mercure provenant de leurs traitements, ce qui décime vie animale et ressources florales. La déforestation est encore un autre problème. Les orpailleurs construisent des «carbets», véritables villages reconstitués en pleine forêt, où des communautés entières cohabitent dans un confort surprenant. Ces carbets sont érigés grâce au bois environnant. Lorsque les FAG localisent un carbet et l'encerclent, ils ont pour instruction, en accord avec les directives de l'office national des forêts, de ne pas les détruire. Les orpailleurs ne feraient que ressortir de terre ces mini-villes en abattant toujours plus d'arbres. D'un point de vue social enfin, « un phénomène de ruée vers l'or est en cours, comme le déplore le général Metz, qui pousse certains hommes à abandonner femme et enfants pour tenter de devenir riche en peu de temps ». Drogue et prostitution servent à assurer le contrôle des orpailleurs qui perdent au jeu et en filles tout ce qu'ils gagnent. Victimes d'un miroir aux alouettes, ils repartent plus pauvres qu'ils n'arrivent. ■ V.G.

Mission en Guyane, une quasi-similitude avec les opérations extérieures

Pilote instructeur qualifié sur Puma et Fennec, le capitaine Alain Perraut a passé quatre ans en Guyane, sur la base aérienne 367 de Cayenne-Rochambeau. Il témoigne des spécificités des vols en forêt équatoriale.

Texte Cne Céline Limousin

u sein de l'escadron d'hélicoptères outre-mer «Guyane», les pilotes sont tous expérimentés. Et pour cause. «L'engagement des forces armées en Guyane (FAG) présente une quasi-similitude avec les opérations extérieures», avertit le capitaine.

Les hélicoptères survolent un tapis d'arbres, mesurant entre 30 et 40 m de haut. «Le territoire est couvert à 96 % d'une forêt équatoriale. Le survol d'un territoire inhospitalier nécessite des trajectoires de sécurité puisque nous ne pouvons pas nous poser immédiatement en cas de problèmes techniques ou de pannes importantes ». De plus, certaines clairières ne sont pas dimensionnées pour qu'un hélicoptère puisse tenter un atterrissage d'urgence.

Se poser entre les arbres en pleine jungle, c'est une opération des plus délicates. « Cette technique nécessite un calcul assez fin des performances, de la masse de la machine, ainsi que l'analyse de la météo qui reste instable et imprévisible. Nous avons en soute un membre de l'équipage, le mécanicien navigant, qui nous assure un guidage en arrivée verticale sur la zone et une sécurité optimale ». L'équipage travaille également de concert avec les légionnaires du 3° régiment étranger d'infanterie, les marsouins du 9° régiment d'infanterie marine ou les gendarmes du groupe d'intervention de gendarmerie en Guyane qui créent une clairière artificielle (DZ Hélico) en pleine jungle pour poser l'hélicoptère.

«Sur ce territoire, nous intervenons en pleine foret sur coordonnées géographiques grâce au travail de fond effectué par la cellule «Renseignement» de l'état-major interarmées». L'intervention en plein cœur de la jungle en l'absence de balise de navigation au sol rend les vols parfois délicats. «Ce qui nécessite d'avoir une information précise sur les zones de poser et des renseignements sur les sites sur lesquels nous devons intervenir». Or, l'hélicoptère



reste le seul moyen de transport pour évacuer des blessés pour acheminer du matériel ou des vivres vers des zones isolées.

«Pour atteindre les zones en plein cœur de la Guyane, les hélicoptères sont les seuls moyens de transport capables d'intervenir rapidement de jour comme de nuit », souligne le capitaine. La forêt est en effet très difficilement pénétrable. « Une des missions des FAG, c'est la lutte contre l'orpaillage clandestin en pleine forêt. Pour la mise en place des troupes au sol (la légion étrangère, la gendarmerie ou les troupes de marine), nous utilisons régulièrement la corde lisse comme moyen de mise à terre ». La mission Harpie (lutte contre l'orpaillage) occupe une grande part de l'activité de l'escadron tout comme la protection du centre spatial guyanais. Sur place, les équipages peuvent être pris pour cible par les orpailleurs clandestins comme ce fût le cas dernièrement à l'égard d'une machine de la section aérienne de gendarmerie. ■

Guyane: esc<mark>ale en</mark> terre inconnue

Un souffle nouveau pour l'économie

La construction de nouveaux équipements sur la base aérienne de Cayenne et, plus généralement, le site lui-même, dynamise le tissu économique local.

uel est le point commun entre le viaduc de Millau, la tour Montparnasse, l'opéra de Sydney, le palais omnisports de Bercy ou encore, le tunnel sous la Manche? Leur conception a été en partie orchestrée par la société française Eiffage, spécialisée dans l'ouvrage d'art. Son savoir-faire s'exprime aujourd'hui sur la base aérienne 367 de Cayenne: en construction depuis juillet 2012, un hangar d'aéronefs high tech de presque 4000 m² est en train de sortir de terre. En avril 2013, il ornera le site militaire de son architecture gracieuse, toute en symbole. Le toit arborera le profil bombé d'une aile d'avion.

Les travaux qui transforment la base aérienne guyanaise en un chantier hérissé de pelleteuses sont principalement motivés par l'arrivée de nouveaux matériels. La base aérienne 365 de Martinique fermant définitivement ses portes, ses deux hélicoptères Puma

Cinq d'entre elles sont venues défendre leur projet devant un jury composé notamment d'aviateurs, du capitaine Morganti, d'architectes civils indépendants et du commandant de l'escadron d'hélicoptères. Au final, «nous utilisons un marché innovant car la conception et la confection, étroitement calquées sur nos besoins, sont confiées à la même société, précise le capitaine Morganti. Cette organisation permet de bénéficier d'un package qui va du dessin de prototype à l'entretien pendant les cinq années qui suivent la livraison du hangar».

Aux côtés du centre spatial de Kourou, les forces armées et donc la base aérienne 367, constituent le poumon économique de cette partie de France, bastion gaulois isolé sur le continent sud-américain. Les travaux menés par la base insufflent une dynamique économique. «Ce marché avec la Défense permet de fidéliser les

La base aérienne joue un rôle prépondérant dans le bassin d'emploi guyanais

et ses trois avions de transport Casa ont décollé, en juin 2012, pour rejoindre leur nouvelle affectation, à Cayenne. Un changement de décor qui nécessite des aménagements conséquents. L'agrandissement du parking, le remplacement des quatre astroarches, la création d'une aire de lavage ainsi que la révision des réseaux d'eaux et de télécommunication nécessitent ainsi, outre Eiffage, l'implication de plusieurs autres sociétés. Le capitaine Pierre-Maurice Morganti, conducteur d'opérations au sein de la direction d'infrastructure de la Défense (DID), supervise les travaux, qui se chiffrent à près de 20 millions d'euros. Un budget qui lui permet d'être pointilleux. Sept entreprises ont présenté un dossier après l'appel à candidatures de l'institution.

équipes, de faire des investissements et, plus globalement, de participer à la croissance», énumère monsieur Julien Moze de Endel (GDF-Suez), spécialisée dans la métallurgie et la maintenance industrielle. L'exploitation maximale des ressources locales est ainsi l'un des critères imposés aux entreprises. «Le bois ne doit pas venir d'Europe du nord», cite en exemple le capitaine Morganti, surtout sur un territoire aussi boisé que celui de la Guyane. Un point inaliénable: la main d'œuvre est intégralement du cru. La base aérienne joue déjà un rôle essentiel dans le dynamisme du bassin d'emploi guyanais. Pour exemple, la population des militaires du rang, uniquement issue du recrutement local, représente à elle seule 17 % des effectifs de la base. Les travaux élargissent



encore ce recours aux travailleurs en bâtiment guyanais. «Nous ne savons pas tout faire, nous nous fondons donc sur un consortium de seize entreprises locales triées sur le volet, ce qui représente une capacité d'emploi colossale, environ 75 salariés sur 30 mois pour du gros œuvre par exemple », explique M. Moze.

Si les travaux sont une occasion supplémentaire de fournir des emplois à la population guyanaise, il s'agit de le faire en toute sécurité. « C'est une fierté pour tous les Guyanais de se rendre sur la "zone interdite". Son abord, habituellement inaccessible, presque mythique, est aujourd'hui autorisé», raconte Monsieur Mathieu Castets de la société Ribal TP, en charge de l'extension des chaussées aéronautiques (10 000 m² en plus). Autorisé oui, mais contrôlé. Les petites entreprises sont encadrées pour s'assurer qu'elles respectent les règles, une liste de travailleurs est établie puis passée au crible, une attestation d'emploi est exigée, l'ensemble de ces « formalités » ne pénalisant pas l'avancée du travail. « Travailler pour la base aérienne représente un marché rigoureux, pointu, avec des exigences sur tous les points et particulièrement les finitions, explique M. Moze. Cela tire les gens vers le haut avec un planning, une tenue des délais et la certitude des financements.»

La base aérienne, future utilisatrice des nouvelles installations, est étroitement associée au processus, que ce soit dans la conception comme dans la fabrication. Au terme des travaux, sa physionomie aura évolué et, malgré sa petite taille, elle pourra se vanter d'avoir tout d'une grande: l'efficacité opérationnelle et de l'allure! • V.G.

Ci-dessus, vue aérienne de la zone vie située à 500 mètres de la base aérienne de Cayenne.

Un hangar high-tech et sur mesure

Caractéristiques en chiffres

- 4000 m² de surface totale, soit des dimensions de 82 m de large par 45 de profondeur;
- 3000 m² dédiée à la maintenance et 800 m² aux bureaux;
- 300 m² d'espace de circulation pour les piétons, so 3 m de largeur autour de la zone de maintenance;
- 8 panneaux de 7 m de large par 10 m de haut pour une porte d'entrée ouverte sur la piste longue de 55 m;
- 500 lux d'éclairage à 1 m du sol

Des critères imposés

- entrée des avions par des panneaux coulissants automatiques et manuels aisés à manipuler:
- absence de poteaux dans la nef de maintenance;
- une zone de circulation pour piétons e une zone allouée au tractage;
- distances maximales entre certains locaux pour éviter les longueurs de câblages;
- bureaux de plain-pied;

Une architecture originale et confortable

- toit en forme d'aile d'avion;
- verrière dans la partie bureaux combinée à des baies vitrées afin de créer une libre circulation de la lumière et des personnes;
- éclairage des bureaux par lumière naturelle via des puits de lumière;
- une faîtière de ventilation surélevée pour permettre une aspiration d'air par le haut, qui favorise une circulation d'air fluide et permet d'éviter système de climatisation et poteaux de soutènement;
- installation pensée pour dépenser le moins d'énergie possible
- contrôle des fuites d'hydrocarbure

Air actualités n° 654 septembre 2012